

Les mémentos de l'administration

LES JURYS D'EXAMENS – ROLE ET MISSIONS

A retenir

Les jurys doivent siéger conformément à l'arrêté de désignation sous peine de nullité des délibérations

RÔLE DU PRESIDENT DU JURY

Le président du jury est responsable de la cohérence et du bon déroulement de l'ensemble du processus, de la validation de l'unité d'enseignement à la délivrance du diplôme. Il est également responsable de l'établissement des procès-verbaux.

A ce titre il reçoit et traite, avec l'appui des services, les recours relatifs aux délibérations.

FONCTIONNEMENT DES JURYS

Présence des membres du jury

Chaque membre du jury doit participer aux séances du jury. L'absence d'un membre du jury aux séances a pour effet de vicer les délibérations.

C'est pourquoi, en cas d'absence prévue, un nouvel arrêté de composition du jury doit être établi.

Cas d'annulation des délibérations du jury :

- où n'étaient présents que 5 des 11 membres qui le composaient (CE, 27 octobre 1993)
- les vices de procédure affectant la composition d'un jury comme le fait pour un jury de ne comporter qu'une des deux personnalités extérieures exigées par la réglementation (cf. C.A.A. Paris, 19 octobre 2000)
- le défaut de nomination des membres du jury par le président d'une université (C.E., 28 juillet 1995)
- il ressort des pièces du dossier que Mme D... a été convoquée par courrier du 12 octobre 2017 et il n'est ni allégué ni démontré que l'université aurait pris des mesures pour procéder à son remplacement alors que l'absence de l'intéressée ne peut être regardée comme inopinée. Par suite, l'absence de Mme D... constitue une irrégularité de nature à vicier la délibération du 14 novembre 2017. (CAA Paris 9 jan 2020)

Modification de composition du jury

Le président de l'université conserve toutefois la possibilité de modifier la composition du jury lorsque celui-ci se trouve dans l'impossibilité de siéger dans les conditions initialement prévues par sa nomination.

La composition du jury est également considérée comme irrégulière si l'administration n'a pris aucune mesure pour procéder au remplacement de l'un des membres absents lors des premières épreuves alors que cette absence ne pouvait être regardée comme inopinée (cf. C.E., 13 octobre 1971).

Le président d'une université conserve toutefois la possibilité de modifier la composition du jury lorsque celui-ci se trouve dans l'impossibilité de siéger dans les conditions initialement prévues par sa nomination (cf. C.E., 24 novembre 1976)

Compétences du jury

Le jury prend les décisions qui lui incombent, en toute souveraineté et en toute indépendance, à partir de l'ensemble des résultats obtenus par chaque candidat lors des examens et contrôles continus.

L'appréciation du jury ne doit pas reposer sur des éléments étrangers à la valeur de la prestation de l'étudiant.

Attention : le jury ne peut pas infliger de sanction disciplinaire en abaissant une note ou en infligeant un zéro en raison d'une suspicion de fraude. L'UPJV a ainsi déjà fait l'objet d'une condamnation au Tribunal Administratif, du fait d'un zéro attribué par un jury de soutenance. Le jury avait en effet estimé que le travail présenté par l'étudiant n'était que plagiat et lui avait mis un zéro pour le sanctionner. Le TA d'Amiens a estimé que le jury n'ayant pas compétence pour infliger une sanction disciplinaire, la délibération devait être annulée.

Le jury est compétent pour harmoniser les notes proposées par les correcteurs. De même, une péréquation est toujours possible lorsque qu'il existe une différence substantielle de notation (CE, 1981, Fournié).

Le jury est compétent pour modifier, à la hausse ou à la baisse, les notes proposées par le correcteur, mais il peut également attribuer des « points jury ».

Il est rappelé que les membres du jury sont tous soumis à une obligation de confidentialité.

Il peut être ajouté que l'ajournement irrégulier d'un candidat à un diplôme peut lui causer un préjudice indemnisable si le juge considère que cette irrégularité l'a privé de chances sérieuses d'obtenir un concours ou un emploi (cf. C.E., 27 mai 1987).

PROCES VERBAL DE DELIBERATION

Le procès-verbal dressé par le jury fait foi des résultats de l'examen, la liste d'admission affichée ne présentant qu'un caractère déclaratif.

Etablissement du PV

Afin que sa validité ne puisse pas être mise en cause, le P.V. doit comporter notamment :

- la date de la délibération ;
- la date de la session au titre de laquelle le jury délibère ;
- l'identité de tous les étudiants soumis à la délibération (avec mention du numéro d'identification de chaque étudiant) ;
- la nature de la décision prise à l'égard de chaque étudiant (ex. admis, ajourné) au regard des résultats ;
- la signature du président et des membres du jury désignés dans l'arrêté constitutif du jury et effectivement présents, avec l'identification des signataires (nom, prénom et qualité).
- concernant la signature du président du jury, elle doit être accompagnée en caractère lisible de son prénom-nom et qualité (l'absence de prénom est un motif d'annulation)

L'absence de ces signatures constitue un motif d'annulation de la décision par le juge administratif ;

- et, le cas échéant, tout(e) élément ou observation complémentaire n'excédant pas les compétences du jury.

Publication des résultats

Les résultats des examens doivent être portés à la connaissance du public (mesure de publicité). Les PV définitifs des résultats signés par le président du jury sont donc affichés si possible au maximum 8 jours ouvrables après la délibération du jury.

La date de l’affichage doit être mentionnée sur les documents affichés car elle marque le point de départ des délais de recours.

En application du code des relations entre le public et l’administration, l’affichage, après délibération du jury, ne fera apparaître que les résultats, à savoir l’admission ou l’ajournement, sans que les notes soient mentionnées.

Les étudiants obtiendront un relevé individuel de leurs notes.

Recours

La délibération du jury ne peut être remise en cause que pour illégalité.

Une erreur matérielle lors de l’affichage ou de la notification des résultats aux candidats peut donc être rectifiée à tout moment (CE 12 février 1998, DEZEQUE et autres.), tout en ouvrant éventuellement droit à réparation des préjudices qu’elle a pu causer.

Le document affiché est daté et signé par le Président du jury dans sa forme définitive. Cette formalité accomplie, la session d’examen est réputée close.

Les recours peuvent être exercés dans les deux mois suivant l’affichage de la liste des résultats ou suivant la notification aux candidats. Attention, ce délai ne s’applique que si les voies et délais de recours ont été mentionnés.

A cet effet, ces voies et délais de recours peuvent être affichés à côté des résultats. En l’absence de ces mentions, les requérants ne sont enfermés dans aucun délai pour attaquer une décision de jury.

Voies de recours possibles :

- Recours gracieux auprès du Président du Jury
- Recours hiérarchique auprès du Président de l’Université
- Recours contentieux auprès du Tribunal administratif d’Amiens

Les deux premiers types de recours prolongent de deux mois le recours contentieux.

Exemple de mention des voies et délais de recours :

“Toute contestation doit être formulée par écrit et adressée au président du jury dans un délai de 2 mois à compter de la publication des résultats (recours gracieux). L’intéressé dispose également, dans les mêmes délais, d’une possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif d’Amiens. Cependant, il est rappelé que l’appréciation souveraine du jury ne saurait être remise en cause. ”